

DevHaiti[®]

Le Magazine du développement

01 Juin
2023

#63

Comprendre la rareté du dollar américain...



Photo crédit: freepik.com

Regard rétrospectif sur la rareté du dollar américain en Haïti **P2**

Rareté de dollars dans les banques, l'APB fait des recommandations **P4**

Le billet vert de plus en plus rare dans les banques **P7**



Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Jean Phares JÉRÔME, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélonny BIEN-AIMÉ.

Pour éviter que la rareté du dollar américain ne se transforme en crise

L'économie haïtienne a enregistré de mauvais résultats durant les deux dernières décennies. En proie à des troubles sociopolitiques à répétition, l'économie haïtienne, captive de nos errances politiques, n'a pas pu générer des emplois en quantité suffisante et conséquemment n'a fait que détruire la richesse en lieu et place de la créer.

La situation macroéconomique et sociale s'est aggravée car le pays est entré non seulement dans un cycle interminable de récession mais aussi de stagflation. La croissance économique n'est pas au rendez-vous tandis que les indicateurs monétaires se détériorent. La gourde est en mauvaise santé et n'inspire pas confiance aux agents économiques avertis ou non. L'insécurité bat son plein, et la dégradation de l'environnement ne nous fait aucun cadeau. Toutes les grandes trappes de l'économie haïtienne se sont activées durant ces dernières années, profitant de la quasi-absence de politiques publiques.

En mars 2023, le taux d'inflation s'est établi à 48.3% en rythme annuel en Haïti, faisant de notre économie la troisième plus inflationniste de la région après le Venezuela (400%) et l'Argentine (98%). La gourde a aussi décoté par rapport au dollar américain. En avril 2023, la gourde s'échangeait à 153.33 pour 1 dollar USD. On ne compte plus les taux de change en vigueur dans l'économie réelle, entre le taux de référence de la BRH, le taux à l'intérieur des banques commerciales et le taux pratiqué dans la rue. Ce dernier a préséance sur tous les autres.

Le taux de change élevé entre la gourde et le dollar s'est aussi combiné avec une rareté du billet vert constaté ces derniers temps au niveau des banques commerciales de la place. En effet, le pays connaît ces derniers mois une véritable crise du numéraire conduisant à des cas frôlant le scandale ou l'échauf-

fourée entre institutions financières et clients. Cette crise du numéraire devrait avoir des impacts négatifs sur la confiance entre les acteurs du système financier.

La crise du numéraire actuelle découle d'une faible alimentation du marché local en dollars par le Trésor américain causant ainsi une rareté du papier-monnaie. L'économie haïtienne éprouve de plus en plus de mal à faire face à la demande croissante de billet vert, l'offre ayant fortement diminué. En effet, l'économie haïtienne exporte peu et enregistre de grands déséquilibres au niveau de sa balance de paiement. Quasiment tous les canaux par lesquels les devises devraient entrer dans l'économie haïtienne sont au rouge. L'interminable crise institutionnelle et sécuritaire décourage totalement les investissements étrangers dans le pays et le tourisme est au point mort.

Si l'offre du billet vert n'est pas au rendez-vous, des politiques publiques ou monétaires visant à mitiger la demande devraient être mise en place. Les consommateurs haïtiens font face à une pression de thésauriser du dollar américain car ils en ont besoin et, surtout, ils n'ont pas confiance dans la gourde.

Dans ce nouveau numéro du magazine du développement, notre équipe aborde la thématique de la rareté du dollar américain dans l'économie haïtienne. Cette rareté peut être expliquée par la mauvaise dynamique de l'économie haïtienne dans son ensemble. Il y a une nécessité de rétablir la confiance des citoyens dans la gourde et de mitiger la demande du billet vert sur lequel l'État haïtien ne dispose d'aucun contrôle. Cette nouvelle mission monétaire requiert des décisions transversales. Il faut revoir tout le logiciel de création de richesse et de sa redistribution dans l'économie nationale.



Regard rétrospectif sur la rareté du dollar américain en Haïti

Les agents économiques haïtiens connaissent depuis plusieurs décennies des difficultés pour acquérir le billet vert sur le marché local des changes. En effet, les difficultés ont commencé au début des années 80 quand le système de parité fixe (1 dollar = 5 gourdes) a été remis en question. Le deuxième choc pétrolier, enregistré à la fin des années 70 parallèlement à la chute des prix des matières premières sur le marché mondial, avait provoqué une nette détérioration des termes de l'échange du pays et allait causer d'importants déséquilibres financiers au niveau de l'économie haïtienne.

Sur une période de quarante ans, la gourde haïtienne a connu une dépréciation de quelque 3 000 pour cent par rapport au dollar américain, passant de 5 gourdes pour 1 dollar américain à plus de 160 gourdes. Une telle dépréciation aurait pu être bénéfique pour l'économie si des mesures avaient été adoptées par les différents gouvernements qui ont administré le pays, afin de rendre l'économie plus productive et compétitive. Les multiples désastres naturels et la dégradation continue de la situation politique ont donné lieu plutôt à une

nette diminution du pouvoir d'achat des consommateurs et à l'extension de la pauvreté et l'extrême pauvreté en Haïti.

Plus récemment, les agents économiques haïtiens font face depuis peu à un autre problème sur le marché des changes avec la rareté de numéraire. Entendez par-là la rareté de billets verts en cash, particulièrement pour ceux qui reçoivent des transferts de devises de la diaspora. Une telle situation a causé de sérieuses frictions au niveau de succursales de banques dans différentes villes du pays. Les bénéficiaires de transferts de devises ainsi que des épargnants en dollars américains n'arrivent pas à comprendre pourquoi ils n'arrivent à obtenir de billets verts, soit après avoir obtenu un transfert de l'étranger soit après avoir réalisé un dépôt en cash dans une banque commerciale.

Il faut se rappeler que les épargnants haïtiens ont fait le choix, depuis quelque temps déjà, de conserver leur argent en grande partie en dollars américains dans le système bancaire local. Ce choix renforce le phénomène de "dollarisation" au niveau de l'économie haïtienne.

Les autorités monétaires haïtiennes ont, en plus d'une occasion, expliqué leurs difficultés pour convaincre les responsables du Trésor américain à alimenter le marché monétaire haïtien en quantité de billets verts nécessaires pour répondre à la demande locale. En effet, avec un niveau de transferts de devises dépassant la barre de 3 milliards de dollars américains par année, soit plus de 30% du Produit intérieur brut (PIB), l'offre de billets verts devrait augmenter par voie de conséquence. Mais le Trésor américain, craignant des problèmes de blanchiment d'argent, affiche une certaine réticence pour répondre à la demande locale de devises.

Ce déséquilibre observé entre l'offre et la demande de dollars américains qui cause de fortes tensions entre les banques commerciales, les maisons de transfert et leur clientèle devrait servir de leçon aux institutions financières pour un renforcement de l'éducation financière avec la transformation numérique au niveau du système financier. Il est grand temps que les responsables de la Banque centrale et de l'Association professionnelle des banques (APB) mettent en place des programmes agressifs de communication et d'éducation financière pour faciliter une meilleure compréhension des produits et services financiers et une utilisation plus fréquente des moyens de paiement comme le chèque et la monnaie électronique.

Crédit Photo : Ralph Tedy Erol





Crédit : freepik.com

Rareté de dollars dans les banques, l'APB fait des recommandations

L'Association professionnelle des banques (APB), dans un communiqué, le 26 avril 2026, s'est positionnée sur la rareté de dollars dans les banques commerciales. De quoi provoquer la colère de certains clients. D'après l'APB, la Banque de la République d'Haïti (BRH) est la seule institution pouvant importer des billets de l'étranger. La rareté de billets dans les banques persiste en dépit des renflouements sporadiques et insuffisants du marché par la BRH.

«Pour faire face à cette pénurie de cash en dollars, les banques du système se trouvent obligées de mettre des limites aux tirages effectués par les déposants. Ces dispositions causant des frustrations compréhensibles de la clientèle sont malheureusement la source de fâcheux et déplorables incidents», reconnaît l'APB dans sa note. Elle a par ailleurs souligné que les banques commerciales ne connaissent pas de problème de liquidité en dollars.

«Les dépôts en dollars des clients leur sont disponibles et peuvent être mobilisés à n'importe quel moment sur demande de ceux-ci. Cependant les transactions impliquant des sorties de cash seront plafonnées dans l'attente d'une solution durable à cette rareté conjoncturelle de numéraire», informe la note.

En attendant la résolution définitive du problème, l'APB conseille aux déposants en dollars d'utiliser d'autres moyens de paiement disponibles, tels que les chèques de direction et les chèques sur l'étranger, les virements d'un compte bancaire à un autre, les virements SPIH d'une banque à une autre, les transferts sur l'étranger, pour les titulaires de comptes courants, les chèques tirés sur leur compte. Parallèlement, l'Association professionnelle des banques dit explorer avec la BRH toutes les options possibles pour satisfaire la clientèle des banques.



Enomy Germain
Economiste

Enomy Germain déchiffre la rareté du billet vert

Les agents économiques font montre d'un appétit sans borne pour le billet vert qui arrive à manquer jusque dans les succursales des plus grandes enseignes du système bancaire. Les clients en quête de dollars ont dû employer la manière forte pour protester devant les comptoirs de banque. En général, ils essuient un refus catégorique puisque ces institutions ne peuvent pas alimenter le marché en numéraires.

L'économiste Enomy Germain égrène six facteurs principaux pour expliquer cette rareté historique. L'absence d'investissements directs étrangers et la chute du tourisme depuis près de sept ans, le haut coefficient de réserves obligatoires de 53% exigées par la BRH, la désintermédiation du formel à l'informel, la thésaurisation, les restrictions d'importation de dollars de l'international sur Haïti et l'immigration massive notamment depuis le début de 2023.

L'économie haïtienne, de plus en plus «dollarisée» à cause de la perte de confiance des agents économiques dans la monnaie nationale, n'arrive pas à mobiliser suffisamment de dollars. C'est un fait, ce problème est d'ordre structurel. L'économie a besoin de cinq milliards de dollars pour faire tourner ses activités.

«Les transferts d'argent affichent près de trois milliards, les exportations textiles rapportent un milliard, les investissements directs étrangers ne totalisaient que 375 millions de dollars en 2018. Depuis 2020, Haïti ne figure plus dans le classement des pays attirant les investissements directs étrangers (IDE) dans le monde », a fait remarquer Enomy Germain qui attire l'attention sur ce manque à gagner en dollars qu'il faut combler. Pourtant, le pays importe sans cesse l'essentiel de ses biens. D'où une demande permanente de dollars.

Le haut niveau du coefficient de réserves obligatoires, (53 %) n'est pas de nature à résoudre le problème. La Banque de la République d'Haïti (BRH) exige des banques un dépôt de 53 dollars sur chaque 100 dollars de transactions durant la journée. Autrement dit, plus de la moitié du numéraire ne circulent pas en réalité dans l'économie. Cette injonction de la BRH induit un comportement de Thésaurisation qui consiste à garder les billets de dollars dans les tiroirs ou dans les caisses pour s'en servir sans délai.

En réalité, la banque est une institution d'intermédiation financière. Depuis quelques années, les banques commerciales ne s'embarrassent plus de manières. Elles pratiquent la désintermédiation. Dès

lors que les banques préfèrent vendre sur le marché informel pour profiter des meilleurs taux, des gains de change, et engranger de grandes marges. Illico, les déposants ne veulent plus confier leurs dollars aux banques. Ainsi, l'informel gagne du terrain.

La rareté du dollar est aussi imputable aux restrictions imposées sur Haïti par le Groupe d'action financière (GAFI) (ndlr: organisme mondial de surveillance du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Avec ces restrictions, confie le P.D.G. de la firme ProEco, les banques commerciales ne peuvent plus importer de dollars américains. Seule la banque des banques peut le faire. Mais, il se trouve que la banque centrale ait dû faire face à quelques soucis avec la compagnie de transport des billets vers Haïti.

A travers cette rareté historique, une autre explication fournie par le gouverneur de la BRH, vient compléter la liste. Jean Baden Dubois estime que chaque bénéficiaire du Programme américain humanitaire «Humanitarian Parole» part en moyenne avec environ 5 000 dollars. Quant à la baisse du taux de change observée récemment, Dev-Haïti a appris que l'alimentation du marché en 40 millions de dollars a provoqué une baisse conjoncturelle du taux de change.

Une telle situation a poussé les banques, les maisons de transferts et autres institutions financières à un changement de comportements. Comme les autorités n'ont jamais pris de mesures pour renforcer l'économie de manière structurelle, la tendance baissière de la gourde va sans doute continuer après cette appréciation de courte durée.





UNIBANK
★★★★★



Banque de l'Union Haïtienne



SOGEBANK



**CAPITAL
BANK**



Banque Populaire
Haïtienne



Le billet vert de plus en plus rare dans les banques

Depuis plusieurs mois, les banques commerciales haïtiennes font face à une pénurie criante de billet vert, créant une situation de panique dans une économie en récession depuis au moins cinq ans. Les explications des autorités publiques et privées ne parviennent pas à convaincre les clients.es de ces banques réclamant à tout prix leurs dollars en liquide.

Reportage

Il est 9 h. Déjà le soleil tape fort sur cette longue rue, grouillante de monde. Un soleil de plomb traînant derrière une chaleur suffocante. On est à Lalue, non loin des locaux de l'Émigration et de l'immigration. C'est déjà l'heure de l'ouverture des bureaux. Devant la succursale de cette banque commerciale de la place, une longue file d'attente est remarquée, comme à l'accoutumée. Des clients commencent à pénétrer l'enceinte de la succursale. Jusqu'ici, tout semble bien aller. Sans crier gare, la tension est montée d'un cran. Plus d'une dizaine de clients remontés contre l'annonce d'une employée de cette banque commerciale, les communiquant la redoutable nouvelle: «Il n'y a pas de dollars, et un problème de réseaux persiste ».

Une nouvelle amplement suffisante à provoquer une colère générale au sein de la clientèle, à renverser le baril de poudre sommeillant. Plusieurs jeunes hommes trentenaires sont chauffés à blanc tandis que d'autres, surtout des femmes — jeunes et vieux — vident les lieux. «Qu'est-ce que je fais manger aujourd'hui ? Donnez-moi mon argent. Ça, c'est une autre forme de kidnapping», a martelé l'un d'entre eux, sur fond de discussions intenses. Entre-temps, le va-et-vient des clients se poursuivent, entre arrivées et départs.

«J'ai des médicaments à acheter. Cela fait trois semaines que je fais des va-et-vient pour pouvoir retirer mon argent. Ma mère est malade. Ce sont

des amis qui m'ont prêté de l'argent pour pouvoir acheter des médicaments», renchérit un autre portant un t-shirt de couleur noire menaçant de bruler des pneus devant les locaux de la banque. «J'ai besoin de mon argent pour rentrer chez moi. J'ai besoin de mon argent pour aller manger...», invective un troisième.

Dans ce long fil, comme dans de nombreux autres remarqués devant d'autres banques commerciales de la place, l'écrasante majorité des clients viennent retirer des dollars américains. Les tentatives d'explications des responsables ne suffisent pas pour calmer les gens. Les heures s'égrènent. Lentement et sûrement, l'entrée se vide...

Dans la porte vitrée donnant accès à la succursale en question, un avis, destiné à la clientèle, est placardé. « En raison de la rareté de numéraires à laquelle fait face le système bancaire haïtien, la banque informe sa clientèle que les transactions impliquant des sorties de fonds en cash en dollars américains ne pourront pas être satisfaites de manière régulière », peut-on lire. À la note de poursuivre: «Toutefois, les autres transactions de virement, transfert ou achat de chèques de direction en dollars américains peuvent être effectuées normalement».

Ouverture tardive suivie de fermeture plus tôt, problème de signal pour effectuer des retraits, non-disponibilité de fiches de retrait, retard du convoi portant des dollars à la banque — sont autant de prétextes utilisés par les banques pour ne pas fournir le dollar vert, selon des observateurs. Certaines banques n'en donnent pas. D'autres gratifient le client d'un billet de 50. D'autres, de 100. Ça ne va pas au-delà de 200 dollars américains. Pour espérer un billet de 100 de plus, des ententes avec les caissiers s'imposeraient.

Depuis ces cinq dernières années, cette rareté du dollar surgissait surtout en fin d'année. Depuis quelque temps, les gens abandonnent de plus en plus les maisons de transfert pour les banques, afin de s'offrir le dollar vert dans une économie quasi-totalement dollarisée. L'écrasante majorité des gens se rendant dans les banques partent à la quête du dollar, révèlent nos constats.

Pour faire face à une telle situation, des clients utilisent les stratégies fortes. Des femmes se déshabillent dans les banques. Des hommes ont emboîté le pas. Une action précédée toujours de fortes altercations, d'injures incessantes de clients.es réclamant leur argent déposé sur leur compte. Les clients accusent les banques de refuser de leur accorder des billets verts dans un souci de priver l'accès aux défavorisés et aux moins lotis.

Dans les lignes, le refus des banques de donner du cash en dollar, au cœur des discussions, il faut souligner également les passe-droits des préposés à la sécurité qui laissent entrer des «VIP» au détriment de ceux qui ont fait la queue depuis des heures. «Ceux qui ont fait la queue sont des bons à rien?», tempête un Monsieur très remonté contre une dame qui, à peine arrivée, veut sauter la ligne.

Les institutions bancaires confirment et proposent des alternatives encourageant les clients à faire des transactions n'exigeant pas de cash. Les résultats de cette campagne se font encore attendre. Faute d'éducation financière, ces pratiques préconisées ont du mal à «atterrir».

Et entre-temps, la gourde reprend timidement de la valeur, même si les prix des produits de première nécessité restent intacts, sur fond de diminution accélérée du pouvoir d'achat de la population.





Jean Baden Dubois

Gouverneur de la BRH

Crédit photo: ayitirasanble.org

Le système financier haïtien vu par le gouverneur Jean Baden Dubois

A l'occasion de la 13^{ème} édition du Sommet international de la finance, le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), M. Jean Baden Dubois, a passé en revue la situation financière du pays. De la santé du système bancaire, qui reste jusqu'à présent robuste en dépit des troubles internes et externes, à la rareté du dollar américain, le gouverneur de la Banque centrale a tout décrypté. Le système financier haïtien n'a pas à s'inquiéter des faillites constatées au niveau de certaines banques américaines, selon le gouverneur, qui a eu l'occasion ensuite de clarifier ses différents propos sur les ondes de la radio Magik 9.

Selon le gouverneur Dubois, la santé du système financier haïtien fait référence à la santé financière qui renvoie essentiellement à la stabilité financière. Le système financier haïtien a fait preuve de résilience face aux crises les plus profondes du système financier international. Même avec la crise financière de 2008, les banques haïtiennes affichaient de très bons résultats en étant très loin des situations de faillite. La principale raison, selon le gouverneur, de la résilience du système financier, est le suivi systématique des normes prudentielles de la BRH par les banques commerciales pour gérer les risques financiers.

Si au cours du mois de mars dernier deux banques américaines ont fait faillite, et une banque européenne, en l'occurrence le crédit suisse, a été en très grande difficulté, les clients des banques haïtiennes n'ont pas vraiment à s'inquiéter. En effet, le gouverneur a rappelé que la structure de dépôts des banques haïtiennes est très différente des banques américaines. Si jusqu'à présent, il n'existe pas une institution de légitimation capable d'assurer en tout ou en partie les dépôts des clients des banques en Haïti, les réserves obligatoires jouent un rôle fondamental pour garantir les dépôts des clients. Le système de paiement, également sous la gestion de la BRH, est toujours fonctionnel, selon le gouverneur, même au plus fort de la crise haïtienne.

Interrogé sur le dynamisme des banques haïtiennes, le gouverneur a admis qu'il serait désirable d'avoir des banques plus dynamiques, opérant davantage avec le système financier international. Toutefois, le dynamisme n'est pas une fin en soi et cela dépend aussi du développement des autres structures économiques haïtiennes comme les entreprises privées. Le gouverneur a aussi profité pour annoncer

que les obligations de la BRH, sous peu, ne se limiteront plus seulement aux banques mais aussi au public en général. Cela va faciliter davantage le financement des entreprises et l'insertion des investissements de la diaspora au sein de l'économie nationale.

Jean Baden Dubois a déclaré qu'avant même de parler d'Investissement Direct Etranger (IDE), il est important de pouvoir mobiliser des investissements nationaux. Les investissements nationaux des résidents haïtiens et ceux de la diaspora sont des pistes à explorer pour déclencher la productivité et ramener la croissance économique dans le pays. En ce sens, un partenariat a été trouvé entre le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), la BRH et l'Ordre des Comptables Agréés (OCPA) pour standar-

diser les états financiers des entreprises haïtiennes et les mettre sur les marchés financiers internationaux. Cela permettra de capter davantage d'investissements directs étrangers, d'investissements de portefeuille et ceux de la diaspora haïtienne partout dans le monde.

Le pays connaît ces quatre derniers exercices fiscaux des contractions économiques. Dépasser cette trappe de productivité requiert non seulement des financements mais aussi toute une politique de transparence. L'audit est fondamental tant pour les entreprises haïtiennes, les banques et les institutions publiques. En absence de la transparence, il est quasiment impossible d'attirer des investissements pour booster la productivité et mettre Haïti sur un nouveau sentier de prospérité.

Photo crédit: Wikipedia



La part du dollar dans les réserves de change mondiales diminue
mais reste majoritaire



Source: FMI

Commerce, réserves, géopolitique... vers la fin du roi dollar?

Olivia Bugault

Ces derniers temps, la domination du dollar dans l'économie mondiale est bousculée avec, notamment, de plus en plus de pays qui veulent s'en défaire pour une partie de leur commerce international. Pour autant, le billet vert est encore tout puissant.

Le dollar est-il en train de perdre son hégémonie? Si le billet vert règne depuis longtemps sur la scène économique internationale, de plus en plus de pays veulent s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de la devise américaine. Entre les économies émergentes qui cherchent à se diversifier et la Chine qui œuvre pour internationaliser sa monnaie, de nouvelles stratégies monétaires se dessinent.

Des pays qui cherchent à s'émanciper

Une des dernières annonces en ce sens est venue d'Argentine, il y a quelques jours seulement: le pays andin veut délaisser le dollar au profit du yuan pour régler une partie de ses importations chinoises. En mars déjà, le Brésil avait averti que ses échanges avec la Chine se passeraient progressivement du dollar.

Autre annonce plus surprenante, en début d'année, le ministre des Finances de l'Arabie Saoudite a avisé que le pays, allié des Américains et plus gros exportateur de pétrole au monde, était disposé à discuter du

commerce de ses hydrocarbures dans d'autres monnaies que le billet vert. Et en Asie, l'Inde n'utilise plus le pétrodollar pour ses importations de Russie. De fait, le pays slave est cerné par les sanctions commerciales et financières à la suite de son invasion de l'Ukraine.

À cette liste non-exhaustive se rajoutent des déclarations plus ou moins concrètes comme celle, choc, du président brésilien plus tôt ce mois-ci. Lula da Silva a en effet appelé les BRICS à créer une monnaie alternative pour commercer.

Certes, la tendance n'est pas nouvelle. En 2009 par exemple, alors que la crise des subprimes frappait l'économie américaine, les BRICS avaient appelé à réformer le système monétaire international, note une étude de la société de conseil Global Sovereign Advisory (GSA) publiée en avril. Reste que les appels à la "dédollarisation" du monde se multiplient dernièrement.

Le dollar reste bien assis sur son trône

Pour autant, la "fin du dollar" est encore bien hypothétique. La domination du billet vert est bien établie grâce à son rôle central dans le système financier international, la taille de ses réserves de change et son poids massif dans le commerce mondial. En mars, 42% des paiements internationaux s'effectuaient ainsi en dollar, et 51% si l'on exclut l'Eurozone, d'après les données SWIFT. Quand le yuan compte pour moins de 3%.

Côté réserves, le dollar maintient aussi sa supériorité, bien qu'elle se soit érodée au fil des dernières décennies. Fin 2022, la monnaie américaine comptait pour 58% des réserves de change, contre 71% en 1999.

L'autre force du dollar, c'est la sécurité qu'il véhicule. En temps de crise, il est aussi utilisé comme valeur refuge. Or, "ces crises sont de plus en plus fréquentes: Covid-19 en 2020, guerre en Ukraine en 2022, risque de crise bancaire en 2023", note GSA dans son étude.

Un billet refuge et puissant dont les États-Unis se sont d'ailleurs récemment, et à nouveau, servi comme d'une arme géopolitique pour punir la Russie. C'est d'ailleurs pour cette raison que les annonces d'émancipation se sont multipliées dernièrement: certains pays ne veulent pas être exposés à des sanctions similaires à l'avenir, explique GSA. Une stratégie de diversification, donc, pour atténuer les risques pour son économie.

La Chine cherche à imposer sa monnaie

Et ces pays qui se détournent partiellement du dollar trouvent sur leur route un partenaire de taille: la

Chine. Le géant asiatique est depuis des années la deuxième puissance économique mondiale et pourtant sa monnaie, le yuan, n'a qu'une place mineure dans le système international. Forte de sa croissance économique soutenue, la Chine veut désormais y remédier.

Etant donné son poids commercial et ses efforts pour augmenter la part de ses échanges en yuan avec ses partenaires, la monnaie chinoise va certainement prendre de plus en plus de place dans les transactions internationales, explique la société de recherches économiques Capital Economics dans une note.

Par ailleurs, au-delà du commerce, c'est le statut de monnaie de réserve qui fait vraiment d'une monnaie un actif international, souligne Sophie Wieviorka. Et sur ce point, le yuan n'a pas les atouts de disponibilité et de liquidité du dollar. Mais c'est le choix de la Chine qui veut "garder le contrôle sur sa monnaie", note l'analyste.

"Pour que sa monnaie nationale devienne une véritable devise internationale, cela demande de renoncer à une partie de sa souveraineté, ce que la Chine ne semble pas prête à faire pour le moment", explique Sophie Wieviorka.

Le dollar peut donc dormir sur ses deux oreilles pour encore quelques longues années. Mais peut-être plus profondément qu'avant. Car de l'autre côté du globe, le dragon qui dort, lui, est en train de se réveiller...

Source : BFM Business



Les impacts du taux de change parallèles sur les pays en développement

La dégradation de la situation économique observée au cours des quelques dernières années et les pressions grandissantes exercées sur les pays en développement pour qu'ils déprécient leur monnaie ont provoqué un accroissement du nombre de pays dotés de marchés des changes parallèles actifs. C'est actuellement le cas de quelque 24 pays émergents et en développement (PEPD). Dans au moins 14 d'entre eux, la prime de change — c'est-à-dire l'écart entre le taux officiel et le taux parallèle — est notable, puisqu'elle est supérieure à 10 %.

Tableau : Pays ayant de multiples taux de change, mars 2023

Pays ^[1]	Taux de change au 31 mars 2023 (sauf indication contraire)		
	Officiel	Parallèle	Prime (pourcentage)
Liban	15 000	107 500	616,7
Yémen (Sana'a par comp. Aden)	250	1 230	392,0
Syrie	3 015	7 550	150,4
Iran, République islamique d ^[3]	42 000	544 000	1195,2
	285 000		90,9
Argentine	209	391	87,1
Éthiopie	54,4	100,2	84,1
Zimbabwe	930	1 600	72,1
Burundi (au 31/12/2022)	2 061	3 359	63,0
Nigéria	461	745	61,7
Algérie	136	209	53,5
Malawi	1 028	1 495	45,4
Myanmar	2 100	2 857	36,0
Congo, Rép. démocratique,	2 036	2 323	14,1
Angola (as of 01/27/2023)	504	560	11,1
Bangladesh	106	113,3	6,9
Lao RDP (au 28/02/2023)	16 221	17 327	6,8

Pays ^[1]	Taux de change au 31 mars 2023 (sauf indication contraire)		
	Officiel	Parallèle	Prime (pourcentage)
Ghana	11,01	11,75	6,7
Libye	4,79	5,09	6,2
Mozambique	64,5	67,4	4,4
Ukraine	36,6	37,7	3,2
Sri Lanka	327	337	2,8
Soudan	590	605	2,6
Venezuela	24,5	24,7	0,9
Soudan du Sud	851	850	-0,2

Les aspects économiques des taux de change parallèles sont évidents: ces taux sont onéreux, exposent tous les participants au marché à de fortes distorsions, sont associés à une accélération de l'inflation, entravent le développement du secteur privé et les investissements étrangers, et provoquent un ralentissement de la croissance. Ils profitent à ceux qui peuvent se procurer des devises à un taux subventionné aux dépens du reste du monde (y compris, dans certains cas, le Groupe de la Banque mondiale et ses parties prenantes). Il existe donc une étroite corrélation, sinon une relation de cause à effet, entre l'existence des taux parallèles et la corruption.

Les pays adoptent fréquemment un système de taux de change parallèle lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes de balance des paiements. Le FMI prône l'adoption de mesures visant à remédier aux distorsions des changes, mais les progrès accomplis demeurent limités dans plusieurs pays affichant des écarts importants, comme l'Argentine, l'Éthiopie et le Nigéria. Dans certains pays, les autorités ont lancé un processus d'unification, mais hésitent à agir avec la rapidité requise parce que les intérêts établis devront alors renoncer à une subvention. La poursuite d'une approche progressive ne permet

généralement pas d'assurer l'unification du marché des changes même si des accords répétés ont été conclus avec le FMI.

Les marchés des changes parallèles peuvent également considérablement réduire l'impact des projets de la Banque mondiale. Cela tient en premier lieu à l'impossibilité d'optimiser l'emploi des ressources lorsque les projets financés donnent lieu à des dépenses en monnaie nationale. En effet, les prêts libellés en dollars de la Banque mondiale sont convertis en monnaie nationale au taux officiel; celui-ci étant surévalué, le produit de la conversion est plus faible qu'il ne l'aurait été si le taux de change appliqué avait été celui du marché parallèle. Cela a pour effet de réduire l'impact sur le développement des opérations de la Banque, par exemple en réduisant le nombre de bénéficiaires d'un projet donnant lieu à des transferts en monnaie nationale aux populations pauvres. Il peut aussi arriver que les autorités publiques détournent une partie du produit d'un prêt de la Banque mondiale (en dollars) dans le but de financer des dépenses qui n'ont aucun rapport avec le projet, voire même l'utiliser à des fins de corruption. Autre problème, si l'État doit contracter une dette plus importante en devises pour pouvoir financer des

dépenses d'un niveau donné en monnaie nationale au titre d'un projet, les paiements qui devront être effectués ultérieurement au titre du service de la dette seront plus élevés, ce qui pourra accroître le risque de surendettement. De manière plus générale, il se peut que d'importants financements de la Banque mondiale procurant des ressources par l'intermédiaire d'un régime de taux de change parallèles perpétuent ce dernier.

La Banque mondiale a adopté diverses mesures pour décourager l'application d'un taux subventionné ou, du moins, atténuer l'impact de taux de change parallèles sur ses opérations. Elle cherche ainsi à s'assurer que ses financements procurent des avantages aux populations des pays en développement et ne leur portent pas préjudice. Premièrement, la Banque ne fournit pas de soutien budgétaire aux pays affichant de manière persistante une forte prime de change, à moins que ceux-ci n'aient entrepris de remédier à cette distorsion en poursuivant un programme de réforme des changes en collaboration avec le FMI. Deuxièmement, elle s'efforce de verrouiller les ressources disponibles et d'optimiser leur emploi, par exemple en exigeant que les produits du prêt servent uniquement à financer des « dépenses en devises », le pays devant alors financer l'intégralité des « coûts relatifs aux dépenses en monnaie nationale » à partir de ses propres ressources. Elle peut aussi demander aux autorités de fournir un financement de contrepartie de manière à couvrir une partie de la prime de change entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle dans les pays où l'existence d'un régime de change parallèle est, à l'évidence, le plus coûteux et entraîne le plus de distorsions. La Banque mondiale expose clairement et de manière transparente dans les dossiers de tous ses prêts (disponibles en ligne) les questions suscitées par l'existence de taux parallèles dans les pays concernés, en indiquant

et en quantifiant l'ampleur des distorsions et leur impact sur l'économie, et en présentant un résumé du dialogue tenu avec les autorités sur l'action à mener en ce domaine.

Lorsqu'elle occupait le poste d'économiste en chef de la Banque mondiale, Carmen Reinhart a lancé un programme pilote de collecte de données sur les taux de change parallèles dans le but de mettre en relief les distorsions que l'existence d'un marché parallèle peut engendrer dans les statistiques nationales. La Banque s'emploie à prendre en compte l'émergence de marchés multiples dans le cadre des conversions monétaires effectuées pour les séries économiques des Indicateurs du développement dans le monde (WDI). Bien que les informations ne soient pas toujours complètes et qu'il soit difficile de procéder à des mesures, cette initiative contribue à accroître la transparence et la qualité des données.

David Malpass

Ancien président du Groupe de la Banque mondiale

Notes: [1] Des écarts paraissent exister entre le taux de change du marché et le taux de change officiel dans certains autres pays, mais les informations disponibles ne sont pas récentes, établies de manière régulière ou fiables. C'est le cas, notamment, de la Sierra Leone (où la prime de change était de l'ordre de 4,5 % en septembre 2022) et du Turkménistan (où la prime a pu atteindre 1 840 % durant 2022). Au Viet Nam, la prime de change a été de l'ordre de 5 % de la mi-octobre à la fin novembre 2022, mais est pratiquement nulle depuis lors.

[2] Sources: FMI, bureaux nationaux de la statistique, banques centrales, FAO.

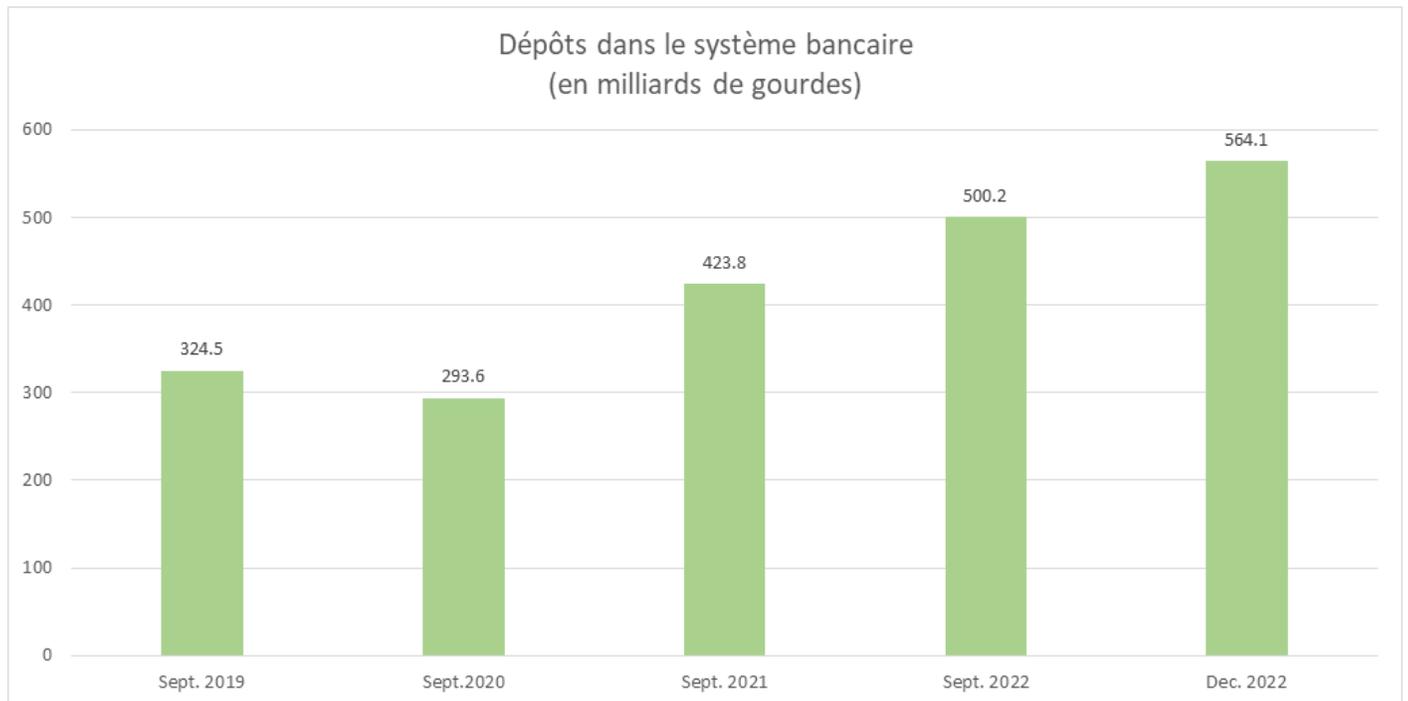
[3] L'Iran a deux taux de change officiels : le taux de change officiel de référence indiqué dans la base de données des SFI du FMI, et le taux « NIMA ». Le NIMA est un système de change en ligne lancé par la banque centrale qui permet aux exportateurs de céder des devises. Chacun de ces taux est indiqué séparément dans le tableau, en face du taux du marché parallèle.

Croissance économique en Haïti (en %)

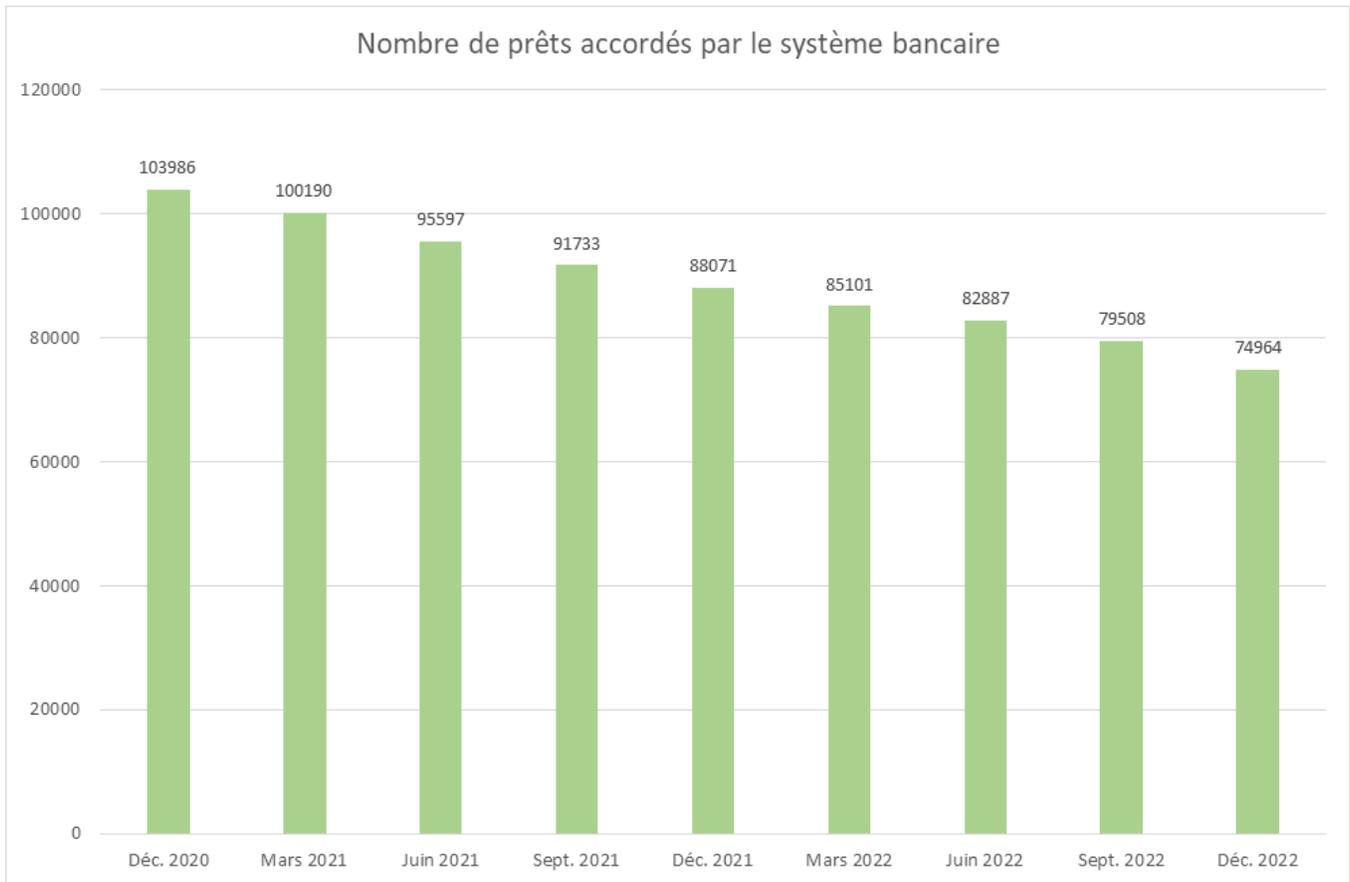


Source: Ministère de l'Économie et des Finances

Dépôts dans le système bancaire (en milliards de gourdes)



Source: Banque de la République D'Haïti



Source: Banque de la République D'Haïti

Le Budget 2023-2024 en chantier...

Le ministre de l'Économie et des Finances (MEF), Michel Patrick Boisvert, et son homologue de la Planification et de la Coopération externe (MPCE), Ricard Pierre, ont procédé le 7 juin 2023 au lancement du processus d'élaboration du budget de l'exercice 2023-2024. L'objectif, selon le ministre Boisvert, est de doter le pays d'un budget prêt à entrer en vigueur au 1er octobre 2023.

Chute des exportations latinoaméricaines

Les exportations de marchandises d'Amérique latine et des Caraïbes ont fortement chuté au premier trimestre de l'année, en raison de la baisse des prix du pétrole, des métaux et des produits agricoles vendus par l'Amérique du Sud, selon un rapport publié par la Banque interaméricaine de développement (BID). Par ailleurs, entre janvier et mars, la valeur des exportations de la région a augmenté de 2.9 % par rapport à l'expansion de 16.4 % qu'elle avait enregistrée au cours de la même période de 2022, selon le rapport.

L'accès universel à l'énergie compromis

Selon un nouveau rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), de la Division de statistique (Nations Unies), de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui a été publié le 6 juin dernier, l'écart mondial en matière d'accès à l'énergie persiste avec 675 millions de personnes vivant sans électricité et 2.3 milliards de personnes dépendent de combustibles nocifs pour cuisiner. À en croire le rapport, le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 7 relatif à l'énergie d'ici à 2030.

Les États-Unis au chevet d'Haïti

Les États-Unis, par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), annoncent le décaissement de 53,7 millions de dollars supplémentaires en réponse à la crise humanitaire qui sévit en Haïti, informe un communi-

qué de la Maison Blanche à l'occasion de la réunion des dirigeants américano-caribéens jeudi à Nassau, aux Bahamas, en présence de la vice-présidente américaine, Kamala Harris. L'USAID fournira 10,5 millions de dollars supplémentaires pour améliorer la résilience et la productivité du secteur agricole et de l'élevage d'Haïti, a déclaré la Maison Blanche.

Renforcement du partenariat américano-caribéen

En marge de la réunion des dirigeants américano-caribéens à Nassau, la vice-présidente américaine Kamala Harris a annoncé de nouvelles initiatives visant à renforcer le partenariat américano-caribéen, y compris un peu plus de 100 millions de dollars américains d'aide pour la région. Afin de dynamiser le Partenariat États-Unis-Caraïbes pour faire face à la crise climatique 2030 (PACC 2030), la vice-présidente Harris annonce le Programme d'investissement climatique des Caraïbes (CCIP) avec notamment un investissement initial de 20 millions de dollars.

L'impulsion jamaïcaine du tourisme régional

La Jamaïque et les Bahamas ont annoncé un nouveau partenariat visant à développer une approche coopérative du transport aérien et à poursuivre la croissance de l'industrie touristique de la région. Fer de lance d'une initiative de coopération régionale et d'une stratégie multi-destinations de promotion des Caraïbes, la Jamaïque est actuellement engagée dans des accords multi-destinations avec Cuba, la République dominicaine, le Mexique et le Panama et des discussions ont eu lieu avec les îles Caïmans pour mettre en place un accord similaire.

La DGI quasi-centenaire

La Direction générale des impôts (DGI) a célébré, le mardi 6 juin 2023, son 99e anniversaire. Dans son discours de circonstance, Jean Emmanuel Casséus, directeur général de la DGI, a indiqué que d'octobre 2020 à octobre 2022, le niveau de mobilisation des recettes est passé de 42 milliards à plus de 62 milliards de gourdes, soit une augmentation de plus de 50% dans une atmosphère de morosité économique.

Hausse «timide» de la croissance mondiale

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) table désormais sur une croissance mondiale de 2.7% pour 2023, soit 0.1 point de plus que précédemment. L'économie profite d'une accalmie sur le front de l'inflation et du redémarrage de l'économie chinoise. Néanmoins, l'institution estime que la route sera « longue » avant une reprise durable.

Hausse du taux directeur canadien

La Banque du Canada augmente son taux directeur à 4.75 %, en hausse de 25 points de base. Une décision visant à rééquilibrer l'économie et ramener l'inflation annuelle à sa cible de 2 %, a fait savoir l'institution. C'est la première fois depuis janvier que la banque centrale augmente son taux directeur, qui avait été porté à 4.5 %.

La croissance mondiale vue par la Banque mondiale

L'économie mondiale va croître de 2.1 % en 2023 après avoir enregistré une croissance de 3.1 % en 2022, prédit la Banque mondiale dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, publié mardi. En janvier, la Banque mondiale prévoyait une croissance de seulement 1.7 % pour l'ensemble de l'année 2023.

L'indice des prix de la FAO au plus bas

L'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est tombé en mai à son plus bas niveau depuis deux ans, le fort recul des cours des huiles végétales, des céréales et des produits laitiers ayant compensé les hausses des prix du riz, du sucre et de la viande. L'indice, qui suit l'évolution mensuelle des prix internationaux des produits alimentaires les plus couramment échangés dans le monde, s'est établi en moyenne à 124,3 points en mai, contre 127.7 points en avril. Il s'agit d'une baisse de 2.6 % par rapport à avril.

La mangue dominicaine se positionne

En 2022, la République dominicaine a exporté 30 800 tonnes de mangues vers l'Europe et 8 550 tonnes vers les États-Unis, plaçant le pays voisin au sixième rang des « plus grands » fournisseurs de ce fruit l'année dernière, informe le journal Listin Diario soulignant que les exportations en provenance d'Haïti ont nettement diminué en raison de sa situation actuelle.

Haïti intempéries: bilan catastrophique

Haïti intempérie, le bilan humain est encore en cours d'évaluation selon la DPC. À l'heure actuelle, les structures locales de protection civile dénombrent environ 42 décès, 11 personnes disparues et 85 blessés. Les pertes en vies humaines sont particulièrement signalées dans le département de l'Ouest, notamment dans la commune de Léogâne où 19 personnes ont perdu la vie. Dans les départements touchés, plus de 13 500 maisons ont été inondées, affectant un total de 12 779 familles et entraînant l'évacuation de 6 334 personnes. Entre les 3 et 4 juin dernier, des pluies diluviennes s'étaient abattues sur tout le pays.

Pétrole: la manœuvre saoudienne

L'Arabie saoudite, poids lourd de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a annoncé une réduction volontaire de l'ordre d'un million de barils de pétrole par jour jusqu'à fin 2024, dans l'espoir de faire remonter les cours du pétrole en berne, lors d'une réunion à Vienne, avec les treize membres du cartel de l'OPEP.

L'inflation américaine au plus bas en avril

L'inflation américaine a atteint son niveau le plus bas depuis deux ans en avril, et accélère en revanche à 0.4% sur un mois contre 0.1% en mars. Selon l'indice CPI publié par le département du Travail, les prix à la consommation ont augmenté de 4.9% sur un an en avril, contre 5% en mars.

Pauvreté et pollution font bon ménage

La pauvreté ne sera pas éradiquée tant que la pollution plastique n'aura pas disparu, informe une tribune publiée par la Banque mondiale à l'occasion de la Journée mondiale de l'Environnement, le lundi 5 juin, célébrée cette année autour du thème : « combattre la pollution plastique ». Sur les 460 millions de tonnes de plastique produites en 2019, précise la Banque mondiale, 353 millions de tonnes ont été jetées, moins de 9 % sont recyclés, et 50 % finissent dans des décharges non gérées ou dans l'environnement.

États-Unis: Le défaut de paiement évité de justesse

Le président américain, Joe Biden, a signé la loi qui élimine le risque de défaut de paiement sur la dette américaine. Le Congrès a adopté la semaine dernière le texte "Fiscal Responsibility Act of 2023", qui suspend le plafond de la dette publique américaine jusqu'en janvier 2025 et fixe également certains objectifs budgétaires. Sans cette législation, la première économie mondiale risquait de ne pas pouvoir honorer ses engagements à partir du 1er juin 2023.

Baisse de l'inflation dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine a indiqué que l'inflation interannuelle mesurée de mai 2022 à mai 2023 est tombée à 4.43 %, soit le taux le plus bas vérifié depuis juillet 2020. Selon le rapport, l'inflation sous-jacente d'une année à l'autre poursuit sa tendance à la baisse, s'établissant à 5.51% en mai 2023.

Défaut de paiement des États-Unis : le FMI inquiet...

Le Fonds monétaire international (FMI) a tiré la sonnette d'alarme sur les graves répercussions mondiales d'un éventuel défaut de paiement des États-Unis. Le Fonds encourage donc les parties aux États-Unis à se réunir pour parvenir à un consensus afin de résoudre ce problème de toute urgence.

Le PIB américain s'essouffle...

La croissance américaine a fortement ralenti au premier trimestre, avec un produit intérieur brut en progression de 1.1% en rythme annualisé, contre 2.6% au quatrième trimestre 2022. Côté emploi, la balle reste dans le camp des travailleurs, alors que le marché du travail devrait marquer le pas, allant de pair avec le ralentissement de l'économie. En avril, 235 000 emplois ont encore été créés, bien plus qu'attendu, et le taux de chômage est tombé à 3.4%. Les salaires, eux, ont continué à augmenter, un peu moins vite cependant.

Les dessous de la rareté du billet vert en Haïti

La rareté du dollar américain constatée sur le marché depuis plus d'un mois n'est pas sans conséquence pour l'économie haïtienne et est occasionnée par six facteurs, selon l'économiste Enomy Germain, cité par le journal Le Nouvelliste. Ces facteurs, de l'avis de l'économiste, sont les suivants: l'absence d'investissements directs étrangers et du tourisme, le coefficient de réserves obligatoires de 53% exigé par la BRH, la désintermédiation du formel à l'informel, la thésaurisation, les restrictions sur Haïti en matière d'importation de dollars américains et l'immigration.

La JSE en prospection en République dominicaine

La conférence de la Bourse de la Jamaïque (JSE) sur les marchés des capitaux s'est déroulé en République dominicaine. Pendant deux jours, les 7 et 8 juin prochain, la Bourse de la Jamaïque était à Santo Domingo pour attirer l'attention des investisseurs de ce pays et faciliter la formation d'alliances, a informé la Directrice générale de l'institution, Dr. Marlene Street Forrest.



*Retrouvez toutes les éditions de
DevHaïti sur*

www.ahjedd.org

www.papyrushaiti.com

www.groupcroissancehaiti.com

Une production:



AHJEDD
Association Haïtienne de Journalistes
Économiques pour le Développement Durable



**Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.**